# Coalition pour l'équité fiscale envers les PME

Le 30 août 2017

L'honorable Bill Morneau Ministre des Finances Ministère des Finances du Canada 90, rue Elgin Ottawa (Ontario) K1A 0G5

## Objet : Coalition pour l'équité fiscale envers les PME

Monsieur le Ministre,

La Coalition pour l'équité fiscale envers les PME regroupe des associations qui représentent ensemble des centaines de milliers d'entreprises indépendantes, de professionnels et de contribuables actifs dans de multiples secteurs et de nombreuses régions. Or, comme vous et vos collègues l'avez souvent répété, les PME constituent l'épine dorsale de notre économie et elles fournissent la majeure partie des emplois au Canada. Elles alimentent la croissance économique, fournissent des services essentiels et contribuent à la qualité de vie de l'ensemble de la collectivité canadienne. Nous vous écrivons aujourd'hui pour exprimer nos vives préoccupations quant changements que vous envisagez apporter à la fiscalité des sociétés privées. Après un examen minutieux de ces changements complexes, nous croyons fermement que ceux-ci entraveront grandement la capacité qu'auront ces entreprises - incluant les professionnels et les exploitations agricoles familiales - à traverser les périodes difficiles, à croître, à innover et à créer des emplois, ainsi qu'à favoriser l'entrepreneuriat familiale. Il ne s'agit pas de modifications mineures, mais bien d'une vaste réforme qui n'épargnera aucun secteur du monde des affaires au Canada, et nous vous demandons de ne pas donner suite à ce projet. Les associations énumérées ci-dessous vous proposent plutôt de tenir une rencontre, avec vous et vos fonctionnaires, dans le but de travailler ensemble pour trouver des moyens de corriger les lacunes actuelles de la fiscalité des sociétés privées.

#### **Contexte**

Votre gouvernement a déclaré que ces changements avaient pour but de supprimer des échappatoires fiscales dont profiteraient les « riches », mais, force est de constater qu'ils toucheront aussi la majorité des propriétaires d'entreprise qui se situent résolument dans la classe moyenne. En effet, les données de Statistique Canada et d'autres sources gouvernementales officielles, indiquent que les deux tiers des propriétaires de PME du Canada gagnent moins de 73 000 \$ par année, et la moitié d'entre eux en gagnent moins de 33 000 \$. De plus, les changements proposés rendraient la *Loi de l'impôt sur le revenu*, déjà complexe, encore plus difficile à comprendre et à interpréter. Ainsi, loin d'atteindre l'objectif de simplification de la *Loi*, les changements proposés compliqueront au contraire le travail des vérificateurs de l'ARC chargés d'interpréter les règles. Il s'ensuivra une nette accentuation de l'incertitude et des difficultés rencontrées par les propriétaires d'entreprises indépendantes qui ont déjà beaucoup de mal à se conformer aux exigences alambiquées administrées par l'ARC. Sans compter que, si le but du gouvernement est de favoriser l'équité envers la classe moyenne, on peut se demander pourquoi les sociétés ouvertes ne sont pas parties intégrantes aux discussions entourant cette volonté.

Sans nier l'importance d'une certaine intégration des politiques fiscales, nous croyons que celle-ci existe déjà, et que les changements projetés augmenteraient injustement le fardeau de nombreux entrepreneurs au revenu moyen par rapport aux autres contribuables. Nos membres, dont plusieurs exercent aussi une profession libérale, se sentent injustement visés – volontairement ou non – par les changements, et considérés comme s'ils étaient des tricheurs ou

des profiteurs par le gouvernement fédéral uniquement parce qu'ils se prévalent d'outils de planification fiscale qu'on les a encouragé à utiliser depuis des décennies. Il importe de rappeler que plusieurs de ces politiques ont été mises en place par les gouvernements libéraux et conservateurs ayant précédé le vôtre, et ce, dans le but de favoriser le développement des entreprises indépendantes tout en tenant compte du fardeau important qui leur incombe lorsqu'elles doivent se conformer à la réglementation ou trouver du financement.

Qui plus est, ces changements surviennent à un moment où les propriétaires d'entreprise feront déjà face à une myriade de coûts supplémentaires, comme l'augmentation, pour les prochaines années, des cotisations au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-emploi, sans parler des nouvelles politiques relatives à la tarification du carbone et des changements aux normes du travail ayant cours dans plusieurs provinces. Enfin, l'instauration d'une réforme fiscale qui vient accentuer l'incertitude dans les entreprises arrive aussi mal à propos au moment où le niveau du prix des produits et les négociations sur l'ALENA rendent déjà les entrepreneurs canadiens nerveux.

### Répartition du revenu

Les changements proposés trahissent une mauvaise compréhension du fonctionnement réel des entreprises indépendantes de la part du gouvernement. Lorsqu'un entrepreneur se lance en affaires, il est fréquent que des membres de sa famille participent intensivement au projet, de façon officielle ou officieuse. C'est particulièrement vrai pour les exploitations agricoles canadiennes, où chaque membre de la famille joue souvent, et dès le jeune âge, un rôle indispensable.

En outre, la comparaison d'un entrepreneur avec un employé salarié est tout à fait incongrue. Beaucoup de propriétaires d'entreprise vont jusqu'à donner la résidence familiale en garantie pour les emprunts qu'ils contractent, afin de faire vivre leur entreprise, alors qu'ils n'ont même pas accès à des protections de base comme l'assurance-emploi. Lorsque le conjoint ou les enfants participent au projet, l'augmentation du risque est exponentielle, car c'est toute la famille qui pourrait perdre d'un coup son unique moyen de subsistance en cas de coup dur.

#### Revenus passifs dans une société

L'investissement passif dans une société peut être utile à plus d'un titre. Il peut notamment servir de protection contre les urgences et les imprévus. Or, les changements proposés limiteront certaines formes d'épargne dans l'entreprise, ce qui rendra celle-ci plus vulnérable en temps de vaches maigres. Ces dernières années, nombreux sont les entrepreneurs qui, devant composer avec une économie instable, s'en sont remis à leurs placements pour éviter les mises à pied, voire le dépôt de leur bilan. Sans compter que le placement passif les aide à économiser pour les grands investissements, l'expansion et l'innovation. Nous estimons que les changements proposés ne concordent pas avec le parti pris pour l'innovation affiché par le gouvernement et qu'ils réduiraient considérablement la capacité des entrepreneurs de tous les secteurs à faire des investissements dans leur entreprise. Il pourrait aussi s'ensuivre des cas de double imposition, voire d'imposition rétroactive pour les PME.

Signalons aussi que les propriétaires de PME n'ont pas accès aux régimes de retraite, aux avantages sociaux et à la sécurité du revenu dont profitent de nombreux salariés, y compris les fonctionnaires, au Canada. Ils doivent s'en remettre à leur fonds de commerce, notamment aux investissements passifs qui en font partie, pour s'assurer une retraite décente.

### Gains en capital

Bien que la fiscalité des gains en capital soit très complexe, on peut affirmer que les changements proposés risquent de faire modifier les évaluations passées d'une entreprise, ce qui pourrait être assimilé à une forme d'imposition rétroactive. Ces mesures pourraient aussi donner lieu à une double imposition de certaines successions, sans compter qu'elles pourraient compliquer la tâche des entrepreneurs qui souhaitent léguer leur entreprise à la génération suivante. Nous constatons que votre gouvernement a ouvert la porte aux suggestions sur les moyens d'encadrer les transferts authentiques d'entreprise entre générations dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et nous vous encourageons à privilégier cette voie : l'encadrement des transferts intergénérationnels serait particulièrement utile pour la planification successorale et favoriserait ainsi le maintien de l'entreprise au sein d'une famille et d'une localité.

#### Conclusion et recommandations

Les propriétaires d'entreprises indépendantes, parmi lesquels figurent des professionnels, estiment que les changements proposés risquent de décourager l'entrepreneuriat et de nuire à l'emploi et à la croissance en contraignant les entrepreneurs à trouver moyen de compenser les coûts additionnels qui s'ensuivraient pour eux et pour leur entreprise.

Les membres de nos associations sont déçus de constater que ces propositions ont été lancées en pleine période estivale avec un délai très serré pour y réagir. Nombre d'éminents fiscalistes affirment qu'il s'agit des changements les plus imposants qu'ils aient vus dans toute leur carrière en matière de fiscalité des petites entreprises. Les entrepreneurs canadiens – et leurs millions d'employés – méritent un meilleur traitement.

S'il existe effectivement des abus dans le régime fiscal actuel, nous sommes prêts à travailler avec votre gouvernement pour trouver des moyens de resserrer les règles afin d'y palier. Mais en l'état, le projet présenté ne constitue pas une solution : au contraire, il accroît inutilement l'incertitude pour les propriétaires d'entreprise.

Nous présentons donc les recommandations suivantes :

- > Retirer les changements proposés.
- Lancer une consultation sérieuse auprès du milieu des affaires, afin de corriger les lacunes du régime fiscal actuel sans heurter de façon injuste les entreprises indépendantes.

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet de la présente, n'hésitez pas à communiquer avec une des associations soussignées.

Demeurant fermement engagés à travailler avec vous, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre plus haute considération.

La Coalition pour l'équité fiscale envers les PME

Greg Pollock, M.Ed., LL.M., C.Dir.,

President and CEO, Advocis The Financial Advisor Association of Canada

Advocis<sup>o</sup>

13,000 members

Dr. Michael Dennis, President Canadian Association of Optometrists



4,800 members

Perrin Beatty President and Chief Executive

Officer Canadian Chamber of Commerce



200,000 members

Dan Kelly President and CEO Canadian Federation of Independent Business





Liz Robertson **Executive Director** Canadian Association of Farm Advisors



400 members



Dr. Emil Lee, President Canadian Association of Radiologists



2,182 members



Michael Atkinson President Canadian Construction Association



Association

20.000 members





A.Z.

John Reid CEO, Canadian Advanced Technology Alliance





René J. Basque, Q.C. President, Canadian Bar Association



36,000 members



Dr. Larry Levin President Canadian Dental Association





Iac van Beek Canadian Association of **Management Consultants** 



2,500 members



Dan Darling, President Canadian Cattlemen's Association



60,000 members



Ron Bonnett President Canadian Federation of Agriculture



200,000 members

Alvin Keenan, President Canadian Horticultural Council

Chu Kean



27,500 members

109,000 members

Keith Costello, BADM, MBA-Strategy President & Chief Executive Officer Canadian Institute of Financial **Planners** 



8,000 members



John Ross **Executive Director** Canadian Pork Council



9 association members

Guy Legault President

Conference for Advanced Life Underwriting



670 members

8.500 members

Ralph Suppa, CAE, President & General Manager Canadian Institute of Plumbing and Heating



260 members



Aaron Wudrick, Federal Director Canadian Taxpayers Federation Canadian Taxpayers

123,000 supporters

Dr. Laurent Marcoux President Canadian Medical Association

1867-2017 150



85,943 members



Kevin Wong, CAE, MBA **Executive Director** Canadian Water Quality Coalition



208 members



5,000 members

Samantha Gale

Association

**Executive Director** 

Canadian Mortgage Brokers

James Swan, MD, FRCPC Coalition of Ontario Doctors



2,450 members



Bill Brushett President and CEO Family Enterprise Xchange



Jaye Hooper, Chair of the Federation of Ontario Law



8,500 members

Associations



Barry Senft CEO Grain Farmers of Ontario



28,000 members



Jeff Nielsen President Grain Growers of Canada



50,000 members



Mark Prieditis, MD, FRCPC President Ontario Association of Radiologists



Ontario Association of Radiologists

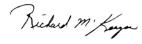
1,400 members



Nancy Allan Executive Director Independent Financial Brokers of Canada



3,500 members

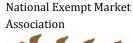


Richard McKeagan, Chief Executive Officer Mechanical Contractors Association of Canada



900 members







400 members

Suchetly

Dr. Shawn Whatley, President Ontario Medical Association



43,493 members

Sullun

Shanna Munro President and CEO Restaurants Canada



The voice of foodservice | La voix des services alimentaires

30,000 members

Newy Prisylos

Diane J. Brisebois President & CEO Retail Council of Canada



45,000 members